

ANNE LEGARÉ

**LE QUÉBEC,
UNE NATION IMAGINAIRE**



ANNE LEGARÉ

**LE QUÉBEC,
UNE NATION IMAGINAIRE**

Les Presses de l'Université de Montréal



Mise en pages: Yolande Martel

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada*

Legaré, Anne, 1941-

Le Québec: une nation imaginaire

(Champ libre)

Comprend des références bibliographiques.

Publié en formats imprimé(s) et électronique(s).

ISBN 978-2-7606-3834-1

ISBN 978-2-7606-3835-8 (PDF)

ISBN 978-2-7606-3836-5 (EPUB)

1. Nationalisme – Québec (Province).
 2. Souveraineté.
 3. Fédéralisme – Canada.
 4. Québec (Province) – Relations avec l'étranger.
- I. Titre. II. Collection: Champ libre (Presses de l'Université de Montréal).

FC2928.9.N3L43 2017 320.5409714 C2017-941996-X

C2017-941997-8

Dépôt légal: 4^e trimestre 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2017

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada

IMPRIMÉ AU CANADA

À mes petits-fils, Sacha et Milan Kantorowski,
pour qu'ils y trouvent
de la volonté et de la confiance

À la mémoire de Jacques Parizeau

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à Pierre-Karl Péladeau, pour son soutien financier et sa bienveillance intellectuelle, à Alain-G. Gagnon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes (CREQC), pour son aide et ses judicieux conseils, à mes amis Andrée Tessier et Léo Rosshandler, pour leur générosité. Ils vont ensuite à mes proches, André Poupart, mon mari, et Frédéric Kantorowski, mon fils, pour leur confiance qui m'a été indispensable.

Je remercie également Les Presses de l'Université de Montréal, particulièrement Patrick Poirier, directeur, et Sylvie Brousseau, chargée de projets, pour la qualité de leur soutien professionnel. Merci à Guillaume Lamy pour ses compétences professionnelles et son amitié.

INTRODUCTION

J'ai compris la nécessité de la souveraineté en 1989. Cela ne me paraît pas si lointain. Pendant toutes ces années, j'ai tenté de fournir des analyses et j'ai agi comme représentante officielle dans le cadre de la diplomatie du Québec, en particulier aux États-Unis, à New York, à Washington, puis en Nouvelle-Angleterre à titre de déléguée. L'ardeur que l'on peut mettre dans ces représentations est une école dont on tire de grandes leçons, sans doute à la mesure des attentes qui accompagnent cette implication.

Tout au long de ces années, j'ai vu se déployer des stratégies souverainistes toujours axées sur l'objectif électoral, condition juridique d'une avancée plus politique. L'objectif électoral a été le fer de lance de l'option souverainiste, passant à côté du fait que beaucoup de citoyens sensibles à l'objectif œuvraient dans des eaux plus sinueuses, demandant souvent des mises en perspective, une conscience mieux éclairée et avouée des obstacles capable de renforcer la détermination. Le foyer de l'ardeur est du côté de la société civile, ai-je tant de fois répété.

Aujourd'hui, je suis devant un tableau incertain, allié de ceux qui cherchent à faire des gains, toujours convaincus qu'une bonne rationalité — cause x = résultat y — est la garantie du succès. Une marge s'insinue toujours entre l'intellectuel, happé par le poids incommensurable du réel, et le militant de terrain, impatient de démontrer que telles causes garantiront tels résultats. Peut-être les années qui se sont écoulées conduiront-elles à une réflexion faisant retour sur soi, c'est-à-dire sur les fractures de cet éternel « nous » qu'on

présume uniforme, sans nécessité de le combler de tous ces autres nous, réfractaires à cette supposée unité.

Vingt-cinq années, donc, d'un engagement appuyé sur une vision de l'histoire, celle de sujets éclairés et volontaires, passionnés par le désir d'émancipation d'un peuple francophone dans un monde où le sujet démocratique est en perdition.



C'est en 1991 que j'ai adhéré à la cause souverainiste. Rien ne m'y préparait. J'avais grandi dans une famille fédéraliste, mon père étant député libéral du comté de Rimouski à Ottawa du temps des St-Laurent-Pearson, ce qui m'a permis de parcourir à volonté les longs corridors de la Chambre des communes et de m'y croire chez moi. J'ai fait mes études secondaires et une grande partie de mes études universitaires à Ottawa, en anglais et en français, et, somme toute, j'étais parfaitement à l'aise dans ma prétendue identité canadienne. Les temps ont vu émerger une aspiration à l'affirmation d'une nation québécoise aux contours plus distincts. La Commission Bélanger-Campeau (sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1991-1992) avait pour mandat «d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations» à l'intention de l'Assemblée nationale. Les travaux de la Commission furent largement diffusés et certaines délibérations télédiffusées. C'est une de ces séances qui eut sur moi un impact tel que je me suis dit, en écoutant les participants régionaux à une table ronde: ils l'auront leur souveraineté, elle est inéluctable.

Quelle déclaration avait ainsi gagné mes convictions? Ce fut tout simplement d'entendre les participants affirmer que le dédoublement administratif entre les gouvernements fédéral et provincial était ingérable, alourdi par des contradictions qui s'enchevêtraient entre les deux paliers et contrevenaient à toute rationalité dans la gestion de l'État. Ce n'était ni un sentiment victimaire ni une revendication identitaire. Pour moi, dès cet instant, il était évident qu'il n'y avait au Canada

qu'un seul État unissant deux paliers de gouvernement difficilement conciliables. Ceux qui étaient les acteurs de ce dédoublement étaient pleinement légitimes de ne vouloir qu'une seule instance étatique, les représentant au mieux pour ce qu'ils étaient, des résidents du Québec, soit des citoyens ayant une histoire propre et parlant français. Pour moi, la question du territoire et de la nation qui l'occupait résolvait tout, la légitimité du désir d'un État propre. Mon regard sur le fondement du projet de souveraineté du Québec n'a pas changé : un territoire, une langue, une culture et une nation. Mais cette dernière, elle n'était pas donnée, elle est et a toujours été en construction.

En 1991, j'étais déjà professeure à l'Université du Québec à Montréal depuis quinze ans. Je venais de diriger un projet de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et qui portait sur le lien entre le fédéralisme et l'État au Canada et au Québec. Le titre de l'ouvrage qui en découlait était *La société distincte de l'État. Québec-Canada 1930-1980*¹. Ce travail devait marquer ma démarche comme souverainiste et comme intellectuelle.

Peu de temps après, je rencontrais par hasard celui qui allait devenir en 2001 premier ministre, Bernard Landry, au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis. Je l'avais connu à Paris dans les années 1960 alors qu'il était étudiant. Je lui dis spontanément ma surprise et ma satisfaction de l'avoir entendu peu avant affirmer à la télévision que tous les résidents du Québec étaient des Québécois, contrairement à la référence au Canadien français que j'avais identifié jusque-là à la cause du parti. Ce fut la clé de mon adhésion.

J'acceptais donc par la suite la proposition de Bernard Landry de me joindre au Parti québécois² et, lors du congrès de 1991, de me présenter au poste de présidente du comité des relations internationales du parti. J'ai assumé cette responsabilité

1. En collaboration avec Nicole Morf, Montréal, Hurtubise, coll. « Brèches », 1989.

2. Et je l'en remercie encore aujourd'hui.

jusqu'à l'élection du Parti québécois à la tête du gouvernement en septembre 1994.

Au cours de ces années, un nouvel enjeu devait m'interpeller, faisant suite à la définition inclusive de la nation qui avait emporté mon adhésion: l'appui du gouvernement souverainiste à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entré en vigueur en janvier 1994. Cette position stratégique avait un objectif économique, mais aussi un intérêt fortement politique. Concernant l'objectif économique, elle montrait aux États-Unis que les souverainistes ne craignaient pas d'être de vrais partenaires tout en reconnaissant de multiples avantages à cette intégration continentale, surtout pour ce qui était de l'augmentation des exportations du Québec. Sur le plan politique, le déplacement des échanges commerciaux du nord vers le sud signifiait un gain et une indépendance accrue vis-à-vis du marché plus restreint des provinces de l'Ouest, à commencer par l'Ontario. Aujourd'hui, les exportations du Québec vers le reste du Canada représentent environ 20 % du PIB du Québec, tandis que celles vers ses deux partenaires étrangers de l'ALENA, les États-Unis et le Mexique, représentaient, en 2015, 71,6 % de son PIB, au terme d'une augmentation de 30 % en vingt ans.

L'avantage politique devait peu à peu révéler un glissement idéologique. Dans tous les cas, la définition de la nation était en cause. La reconnaissance internationale du Québec lors de l'accession à la souveraineté étant un objectif recherché, la définition de la nation n'allait pas s'en tenir à la représentation d'une clientèle ethnique, même si les plus grands quotidiens américains privilégiaient cette lecture dans le but de nuire à la réputation du mouvement souverainiste. Jacques Parizeau, comme chef du parti, a toujours soutenu la conception ouverte, libérale et inclusive de la nation québécoise et cet appui — qui était pour lui une question de principe philosophique, lui qui n'était pas un conservateur mais un dirigeant progressiste — ne devrait pas être confondu avec les calculs électoraux prenant pour cible principale le vote nationaliste de souche.

Des souverainistes influents accusèrent plus tard le Parti québécois et même le Bloc québécois d’être responsables de la perte de votes souverainistes à cause d’une définition de la nation qui n’interpellait pas assez cette identité canadienne-française de souche. En d’autres mots, pour gagner — puisqu’il s’agissait plutôt de gagner que de former une nouvelle nation plus autonome —, il était plus important de savoir comment s’y prendre pour compter plus de votes que de se demander quel type de société, égalitaire ou hiérarchique, on devait préparer pour demain. Le débat avec les auteurs de ce calcul stratégique est au cœur du présent travail. L’enjeu est de taille puisqu’il concerne le vivre-ensemble et le vivre-avec-le-reste-du-monde au lendemain d’une victoire souverainiste. La nation — sa conception, sa construction, sa cohésion — sera l’enjeu majeur d’une société inévitablement déchirée au lendemain d’une victoire aussi bien que d’une défaite. De cela nous serons pleinement responsables et il me paraît essentiel de le prévoir maintenant.

Les années post-ALENA (1994-1996) furent donc une période charnière. J’étais alors en poste à New York, puis à Washington et enfin en Nouvelle-Angleterre. Partout, l’enjeu crucial était de déployer, à l’intention des Américains, des arguments reliés à l’accession du Québec à la souveraineté: ses objectifs, ses stratégies, ses avantages et ses engagements à l’endroit d’une succession sans heurts aux traités canado-américains en cours. Les obstacles qui se dressaient sur la route d’un projet incompris par nos voisins ne rendaient que plus évidente l’exigence de clarté, autant sur le fond que sur la forme. Une question entendue à répétition, «*Why don’t you speak English like the rest of Canada?*», me faisait comprendre la profondeur démocratique de notre objectif d’autodétermination. Cela m’amenait à me demander pourquoi les 300 anglophones qui vivaient en Nouvelle-France en 1760 parmi 60 000 francophones n’avaient pas tout simplement appris le français. Cette question résonnait sans fin et je constatais combien le chemin à parcourir était long. Nous cherchions la reconnaissance, mais, pour y arriver, ne fallait-il pas mieux nous faire connaître, et

commencer par être transparents envers nous-mêmes, autant que faire se peut ? La nation en cause dans un processus d'accession à la souveraineté n'est pas la nation de quelques-uns. C'est dans ce contexte que j'ai écrit l'article *La nation, sujet politique indéterminé*, que je commenterai plus loin.

Le mandat qui me fut confié par la suite, à Paris en 1996, s'annonçait plus facile. Mes fonctions n'étaient pas politiques puisque je codirigeais un centre de coopération universitaire franco-québécois. Mais elles me permirent d'aborder de front la question de nos relations avec de nombreuses autorités françaises. Nous étions dans la période post-référendaire. Il n'était plus question de souveraineté, mais bien de contribuer à une relation forte et continue. J'étudiai de près les réponses des autorités françaises que j'interrogeai sur ce que signifiait pour elles la coopération avec le Québec. Ce séjour de plus de trois ans en France m'a permis de mieux voir le contexte réel des relations du Québec avec la France, encerclées par l'alliance stratégique qu'entretient cette dernière avec le Canada. Dans le cadre de la coopération de la France avec le Québec et dans l'esprit de son « ardente obligation³ », selon l'expression d'un de mes interlocuteurs du Quai d'Orsay, je constatai l'amitié très forte des Français et leur sentiment obligé à notre endroit, mais j'appris aussi à mieux mesurer l'utilisation intéressée que fait le Canada de la présence du Québec en son sein afin de se réserver les grâces de cet allié atlantiste. Ce constat m'a obligé à mesurer le prix très élevé et incontournable de l'alliance que devrait obtenir un Québec souverain. Un prix élevé se paye par des rapports de force solidement construits. Nous en sommes là et la relation avec la France ne saurait se contenter d'une coopération changeante, irrégulière et mal connue des publics qui n'en font pas partie. L'ambition la plus élevée devrait même être le fer de lance d'une relation poli-

3. Lors d'un entretien que j'ai eu avec l'ambassadeur de France, Yves St-Geours, qui était à l'époque directeur de la coopération scientifique, universitaire et de recherche (Coopération internationale et développement) au Quai d'Orsay et qui reprenait l'expression du général de Gaulle.

tique infrangible que, malgré des signaux d’amitié si précieux, il nous reste encore à conquérir. Le Québec ne peut demeurer ce qu’un diplomate français, l’ambassadeur Dominique Boché, appelait « le sujet indirect de la politique étrangère de la France avec le Canada⁴ ».

L’ensemble de mes engagements et de ces missions à l’étranger m’a sans cesse ramenée à la question identitaire. C’est une question qui non seulement constitue le levier de la cause souverainiste et son aboutissement comme procès de transformation sociale et politique, mais qui place aussi le Québec au cœur d’un monde en mutation⁵. L’identité a une source, une histoire, une origine, mais elle est surtout au cœur d’un foyer d’interactions avec les autres, concitoyens d’origines, de pays, de cultures, d’États divers, d’instances internationales. La souveraineté est un combat qui ne se joue pas entre quatre murs. Elle se fabrique, certes, à l’intérieur, mais elle se déploie à l’extérieur. Elle est la construction d’une cohésion dans des termes nouveaux et assume sa capacité d’introjection en son sein de la diversité, de la multiplicité et du changement. La souveraineté établit une frontière relative qui autorise à mieux se définir et à se reconnaître dans ses choix comme sujet politique, comme société distincte et comme nation. Identité, société, nation et souveraineté sont étroitement liées et, pour cela, elles appellent une mise en contexte, autant en matière d’approfondissement théorique *du* politique qu’en matière d’actions volontaires sur le terrain de *la* politique à court ou à long terme. C’est sur cet approfondissement que ce livre veut se pencher. Prendre conscience plus clairement des conditions d’émergence de l’identité québécoise, des exigences fixées à toute nation libérale — qui rejoint le monde actuel tout en respectant ses traits uniques et spécifiques —, des idéologies qui brouillent la conscience

4. Cité dans Anne Legaré, *Le Québec, otage de ses alliés. Les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, Montréal, VLB, 2003, p. 196.

5. Voir à ce sujet l’ouvrage très pertinent *Repères en mutation : identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, sous la direction de Jocelyn Maclure et Alain-G. Gagnon, Montréal, Québec Amérique, 2002.

de soi en se laissant emporter par des courants opportuns, des obstacles à surmonter pour prendre la place qui est sienne à l'international. Bref, définir ses intérêts dans le temps long et savoir faire face à la dureté du terrain, sans se laisser emporter par des calculs faciles et illusoire. Ce n'est pas l'humeur de l'électorat qui définit ce parcours, mais une conscience historique exigeante.



Fort heureusement, les vingt dernières années ont favorisé l'émergence d'une nouvelle génération de militants plus ouverts et ayant moins peur de voir la nation disparaître. Cette relève est confiante et décidée. Il lui faut des outils et elle peut prendre le temps qu'il faut pour s'interroger sur les fondements et sur les conséquences sociétales des choix à faire. J'ai eu le privilège de faire la connaissance d'un certain nombre de ses représentants de la relève à qui je voue une véritable admiration. Certes, il importe de penser non pas en matière de gains électoraux, mais de gains fondés sur un profond engagement sociétal. Car il ne faut pas sous-estimer le nombre important de sympathisants de la cause souverainiste qui s'en sont éloignés parce qu'ils avaient des attentes plus élevées que celles qu'exige le simple calcul électoral au détriment d'une formation nationale consolidée et d'une plus grande démocratie.

L'objectif de souveraineté doit reposer sur la confiance en soi. Comme dans tout processus éducatif, la confiance en soi se bâtit sur l'acquisition de connaissances, la compréhension, la rigueur et la capacité d'idéation. Le mouvement souverainiste est ici profondément interpellé. Le principal parti qui le représente a l'obligation de faire place à une intelligence renouvelée d'un monde en mutation permanente, à des partenariats transnationaux, à une économie sociale mondialisée, à une citoyenneté à la fois nationale et postnationale, au pluralisme identitaire, à des blocs supranationaux, à une éducation transversale, à l'enseignement à distance, etc. L'idéal de

souveraineté devrait être cette force qui, tout en étant locale, est capable de coexister avec un imaginaire transfrontalier et une conscience identitaire qui se reconnaît dans les institutions qu'elle se donne. Tout est à faire, à refaire. Bâtir sur les acquis, certes, puis transformer l'horizon partagé avec nos semblables en les invitant à s'associer dans une création commune, notre nation en voie d'expansion, et qui devrait être en voie d'affirmation.

Nombreux sont les sympathisants de l'objectif de souveraineté qui ont baissé les bras. Déçus du peu de continuité dans l'action, déçus de la pâleur des objectifs, ils finissent par être démotivés par le pragmatisme et le rétrécissement de ce que les technocrates de l'action appellent la *clientèle cible*, passant du Québécois au sens large (toute personne qui réside en sol québécois) au Québécois de souche, à la dite *majorité*. Déçus du défaitisme avoué de ces militants ne croyant pas en leur chance d'obtenir la sympathie des Québécois d'ailleurs, craignant la différenciation des communautés culturelles par peur du multiculturalisme... les confusions s'additionnent, rétrécissant sans cesse l'auditoire et remplaçant les appuis perdus par la quête du pur, de la souche. Et on parle de *fatigue*?

Il ne s'agit pas de repartir à zéro mais d'admettre que la cause de la souveraineté n'est pas celle d'une machine à gagner des élections ou des référendums. Elle a besoin d'un ou de plusieurs partis qui convergent vers le même objectif, elle doit passer à une toute autre dimension du politique. Mais cette machine à inspirer appartient à une société multiple et, surtout, à un mouvement. Au stade actuel, ce mouvement en est à sa plus simple expression. Le mouvement souverainiste se définit tout simplement par l'appartenance à une aspiration mobilisant autant d'individus éparpillés que de groupes clairs de la société civile qu'il faudra réunir tout en préservant leur diversité, en respectant leurs idéaux autour de cette commune aspiration. Pour arriver à cette fin, la machine en question, l'institution légitime représentative de ce projet, le ou les partis souverainistes doivent avoir l'humilité d'aller chercher dans leurs fondements, la société civile, une réflexion

qu'à eux seuls ils ne peuvent pas mener. Regrouper les intellectuels, les experts, les généralistes, les cadres de l'action collective. Sortir du calcul électoraliste pour mesurer combien la tâche est grande, subversive, à contre-courant, et combien elle a besoin de vaillants soldats, de cadres bienveillants, de visionnaires aguerris. La machine est trop seule. Ses moyens sont défailants. Le socle du recrutement fait défaut.

C'est donc là tout le sens du présent travail. Voir, éclairer, comprendre, puis agir. Identifier ce qui est obscur afin de mieux saisir ce que l'activisme a occulté par de fausses évidences. Le reconnaître, c'est refuser d'être mené par l'illusion, l'urgence, le seul besoin de gagner. La vocation souverainiste exige du recul, du tempérament, de la ferveur, de la confiance en soi, mais aussi un idéal élevé dans la capacité d'imaginer. C'est cela seul qui convaincra celui qui va voter, bien davantage que le calcul à court terme, même s'il annonce la promesse de lendemains qui chantent.

Je pense, bien sûr, à ceux qu'il reste à convaincre. Des spécialistes en doctrine électorale possèdent déjà tous les atouts, toutes les règles et les tactiques pour les séduire. Il est possible qu'ils y arrivent. Mais je pense aussi à ceux qui ne vivent que de l'ardeur que leur confère un objectif si élevé. Ceux-là, je les admire. Et c'est pour cette raison qu'il me semble important de leur demander d'être exigeants. L'objectif de souveraineté est noble et il puise au sens profond de l'acte démocratique. Il faut être exigeant pour atteindre cet objectif et acquérir une connaissance sans faille des implications et des conséquences de ce choix, non seulement pour ceux qu'on veut gagner à la cause mais pour toute une société, car c'est elle qui vivra ce changement. Il faut aller au fond des choses pour savoir convaincre.



Depuis quelque temps, de nombreuses publications sur la défaite annoncée du souverainisme québécois sont parues qui forcent la réflexion. Plusieurs font le constat d'une défection

tranquille. Si j'ai écrit ce livre, c'est d'abord que je ne suis pas d'accord avec l'idée d'un mouvement naturel des choses qui porterait en lui les germes de sa disparition ou de son succès : l'épuisement du mouvement souverainiste, l'effritement de la capacité du Parti québécois à mobiliser, le renoncement à soi d'une souche historique, originelle, des citoyens du Québec. Oui, on peut trouver de tels indices. Mais ils ne me satisfont pas. La complexité du réel, jamais parfaitement saisissable, m'interpelle davantage que les signes avant-coureurs d'une conclusion. Approfondir cette complexité laisse ouvertes toutes les possibilités. Je ne crois ni au déterminisme ni à cette dialectique qui prédit des fins identiques à leurs présupposés. La cause de la souveraineté n'est pas un long fleuve, qu'il soit tranquille ou agité. Elle est la mesure d'une volonté qui accompagne un destin ou une passion⁶. Cette volonté n'est pas, à mes yeux, réductible à celle d'une action mobilisatrice poursuivant des fins électorales. Si elle est cela en partie et de façon indissoluble, elle ne suffit pas.

Je ne crois pas que la perception du réel, fondée sur le constat que le Québec est le foyer d'une nation originaire, d'un peuple asservi, suffise, grâce à la réussite de certaines conditions, à produire les transformations historiques attendues. Pourtant, le mouvement souverainiste roule depuis des années sur cette prévision. Forts de cette idée qu'avec une organisation politique adéquate ce mouvement peut générer une victoire, les militants ont le cœur à l'ouvrage. Je crois que

6. C'est Jean-François Lisée lui-même qui écrivait en juillet 2016 : « Il ne faut pas se conter d'histoire, si l'indépendance du Québec pouvait surgir d'une volonté populaire réelle et déterminée — un peu comme celle des peuples des États baltes n'attendant que le départ des tanks russes pour se libérer —, alors notre indépendance serait faite depuis au moins un demi-siècle. Nous sommes plutôt en présence d'un peuple coincé dans une impasse politique néfaste mais qui, comme le disait René Lévesque, n'est pas le goulag. Sortir le Québec de cette impasse, lui faire franchir l'étape de l'indépendance, demande un *acte de volonté politique* fort et déterminé, de la part des indépendantistes eux-mêmes. » Jean-François Lisée, sur son blogue, le 20 juillet 2016. Il dépend de tous que cet acte de volonté soit fondé sur des idéaux de société plutôt que sur des calculs spéculatifs inspirés de crispations identitaires de transition.

cet activisme est insuffisant pour passer de l'alternance parlementaire à l'affirmation nationale. J'ai la ferme conviction que seule une compréhension beaucoup plus complexe du réel qu'il reste à transformer, étroitement arrimée au travail de terrain et à une politique adéquate de communication, peut contribuer à faire bouger les citoyens qui sont restés jusqu'à maintenant immobiles, prudents et réservés.

Je ne pense pas résoudre ce problème avec quelques feuilles de papier de plus dans le lot des écrits qui s'empilent ces dernières années sans trop se répondre. Je me contenterai de poser ici les termes d'un problème qui, à mes yeux, subit les conséquences d'une tendance volontariste à vouloir le simplifier. Le XIX^e siècle est révolu et nous sommes passés à côté d'une solution; le XX^e siècle n'en a pas apporté non plus, même s'il a bousculé les lignes dans le sens d'un approfondissement du libéralisme. Car, admettons-le, le Québec, au-delà de son foyer originel, a profondément changé, enrichi de l'apport de multiples origines. Ce n'est pas seulement l'arrivée de citoyens venus d'ailleurs qui modifie sa configuration, c'est la marche d'une histoire mondiale caractérisée par des rapports humains de moins en moins solidaires, de moins en moins politiques: le néolibéralisme. Les termes dans lesquels le problème doit être entendu ont changé. La nation québécoise n'est plus baignée dans la conscience de son isolement; elle est maintenant immergée dans un flot continental, régional et mondial de mutations. Il faut la saisir là où elle se trouve avant de l'amener ailleurs. Là est toute la question. La cause souverainiste doit être celle d'une inscription dans le devenir de nations entremêlées.

Il reste une tâche à remplir, celle de mieux comprendre pour mieux convaincre et agir collectivement. Considérer les multiples faces d'un projet et les conséquences pour les futurs vaincus de cet objectif qu'ils n'auront pas partagé, comprendre son locuteur et son destinataire, admettre la complexité qui toujours résiste, la réduire par la réflexion. Sans quoi la complexité nous ferait perdre nos chances de progrès, nous noierait dans une mer d'imprécision ou nous engouffrerait dans la vague continentale d'une dissolution.

Armand Mattelart
Pour un regard-monde

Catherine Mavrikakis
Condamner à mort. Les meurtres et la loi à l'écran

Éric Méchoulan
La culture de la mémoire ou comment se débarrasser du passé?

Louise Nadeau et Marc Valleur (dir.)
Pascasius ou comment comprendre les addictions

Alain Noël et Jean-Philippe Thérien
La gauche et la droite. Un débat sans frontières

Bruno Ramirez
L'histoire à l'écran

Taillefer, Guy
L'Inde dans tous ses états



Intellectuelle engagée et militante, Anne Legaré rassemble ici des textes sur la souveraineté du Québec qu'elle a publiés au cours de sa longue carrière et interpelle le mouvement souverainiste sur des enjeux non résolus de sa démarche actuelle.

Revisités et commentés par l'auteure, ces écrits offrent à la fois des analyses fines et des réflexions sur le mode de l'essai, dans une perspective ouverte sur l'avenir. Ils portent notamment sur le rôle du fédéralisme dans la formation de l'identité, les conceptions de la nation caractéristiques d'un mouvement de libération moderne ainsi que sur l'influence des relations internationales du Québec sur les représentations identitaires de ses citoyens.

Avec ses interrogations brûlantes d'actualité, ce livre est le fruit d'un engagement passionné, appuyé sur une vision de l'histoire, celle de citoyens éclairés, volontaires, mus par le désir d'émancipation d'un peuple francophone dans un monde où le sujet démocratique est en perte.

ANNE LEGARÉ est professeure retraitée du Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. De 1995 à 1999, elle a exercé à Paris les fonctions de secrétaire générale du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois. Elle a été déléguée du Québec en Nouvelle-Angleterre et a représenté le Québec à New York et à Washington de 1994 à 1996. Son dernier ouvrage, *Le Québec, otage de ses alliés. Les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, a été couronné du prix Richard-Arès.

39,95 \$ • 36 €

Couverture : photo © Francis Vachon.

Aussi disponible en format numérique

www.pum.umontreal.ca

ISBN 978-2-7606-3834-1



9 782760 638341